



Synthèse du rapport – 407 Ep Secours Catholique – Caritas France

Etude de faisabilité du projet régional « Améliorer la sécurité alimentaire et la cohésion sociale par la promotion de l'agro-écologie dans la zone Sahélienne »

Date : juin 2017

Auteurs : Emmanuelle Brisse, Patrick Dugué, Bruno Rebelle

transitions

Stratégie, ingénierie et communication du développement durable
Strategy, engineering and communication for sustainability



Sommaire

1	Eléments de méthode pour la conduite de l'étude.....	3
1.1	Déroulement de l'étude	3
1.2	Caractérisation des situations agricoles visitées.....	3
2	Enseignements tirés des expériences des CARITAS en agro-écologie et définition partagée du concept	4
2.1	Les pratiques agro-écologiques vulgarisées.....	4
2.2	Perceptions de l'agro-écologie par les équipes CARITAS.....	5
2.3	Synthèse des analyses AFFOM/SWOT sur l'agro-écologie et les principaux enjeux.....	7
2.4	Les dimensions sociales et territoriales de l'agro-écologie	8
2.5	Définition partagée de l'agro-écologie.....	9
3	Identification des pistes d'action pour développer l'agro-écologie dans les projets des CARITAS.....	10
3.1	Renforcer les compétences des équipes de terrain.....	11
3.2	Revoir les méthodes d'intervention	11
	Encadré 1 : Pour un réseau CARITAS « Agro-écologie Sahel »	12
3.3	Développer des techniques innovantes en agro-écologie	12
3.4	Aider à la commercialisation des produits issus de l'agro-écologie	14
3.5	Mettre en place les mesures d'accompagnement de la transition agro-écologique	14
	Encadré 2 : La contribution des CARITAS aux actions de plaidoyer pour l'agro-écologie et l'agriculture familiale.....	15
4	Un projet régional de promotion de l'agro-écologie au Sahel en construction	16
4.1	Objectifs et activités	16
4.2	Pays et publics cibles.....	16
	Conclusion	17

Préambule : Cette synthèse est tirée de l'étude de faisabilité du projet « Améliorer la sécurité alimentaire et la cohésion sociale par la promotion de l'agro-écologie dans la zone Sahélienne ». Dans ce document nous avons privilégié la présentation des pistes d'action permettant le développement des agricultures familiales sahéniennes selon les principes de l'agro-écologie. Ces recommandations viendront enrichir les projets de développement agricole et rural des CARITAS dans les 8 pays ciblés en Afrique de l'ouest et du centre. Leur mise en œuvre sera facilitée par un projet régional d'appui à la transition agroécologique que les 8 CARITAS et le SCCF (Secours Catholique CARITAS France) souhaitent initier prochainement. Cette étude a été menée à bien par la mobilisation des équipes de terrain et des responsables nationaux et diocésains des CARITAS des 8 pays et du SCCF. Nous tenons à remercier toutes les personnes tant à Paris que dans les pays visités et les participants de l'atelier de Ouagadougou qui nous ont consacré du temps pour participer activement à cette réflexion collective.

1 Eléments de méthode pour la conduite de l'étude

1.1 Déroulement de l'étude

En Mars 2017, 7 pays ont été visités (Bénin, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo) et des entretiens et des visites de terrain ont été réalisés avec les équipes CARITAS du secteur agricole et partenaires du SCCF. Il s'agissait de comprendre les situations agraires concernées, de caractériser les acquis obtenus, d'analyser leurs perceptions du concept d'agro-écologie et de recueillir leurs propositions pour un futur projet régional « agro-écologie au Sahel ».

Ce travail préalable a permis d'organiser un atelier de conception de projet à Ouagadougou en mai qui a vu la participation de représentants des CARITAS de 8 pays (les pays déjà cités plus le Tchad) et du SCCF (Paris). Cet atelier était organisé en 3 temps consacrés :

- (i) aux enjeux liés au développement de l'agro-écologie et définition commune du concept
- (ii) à la faisabilité d'un réseau « agroécologie au Sahel » regroupant des membres des 8 CARITAS
- (iii) au développement d'activités de terrain et de plaidoyer en faveur de l'agro-écologie pour un développement durable de l'agriculture familiale.

1.2 Caractérisation des situations agricoles visitées

Les 6 régions visitées se répartissent selon un long transect agro-climatique : de 250 mm/an pour la zone la plus septentrionale (zone de Boghé, Mauritanie) à 1000 mm/an dans la plus pluvieuse, l'Atacora (Bénin).

Tableau 1 : Caractéristiques des agricultures des régions visitées

Pays Région	Moyenne Pluviomé- trique mm/an	Productions dominantes	Contraintes majeures pour l'agriculture et l'élevage
Mauritanie Bogué	250	Riziculture irriguée, sorgho maïs de décrue, mil et niébé en pluvial ; Elevage de ruminants	Erosion éolienne, manque d'eau pour les cultures pluviales
Sénégal Kaolack	450 à 700	Mil, arachide en pluvial Elevage de ruminants Un peu de maraîchage	Manque d'eau douce pour l'irrigation, sols très peu fertiles
Niger Tahoua	300 à 450	Mil, niébé Elevage de ruminants et camelins Maraîchage (oignon)	Aridité du climat, surpâturage, érosion hydrique et éolienne, forte dégradation des parcours
Mali Sud et Nord de Bamako	800	Céréales, coton Elevage d'embouche Maraîchage	Sols peu fertiles, feux de brousse, pollution du Niger, surexploitation du bois et pâturage
Togo Dapaong, région des Savanes	800 à 1000	Céréales et petit élevage : volaille (pintade), ovins caprins Coton (ne progresse plus) Maraîchage en forte progression	Sols dégradés, peu de ressources en bois, pression foncière (manque de terre)
Bénin Natitingou Atacora	1000 à 1200	Céréales (sorgho, maïs), coton en progression Anacardiés et manguiers Peu de maraîchage	Sols peu fertiles surtout en zone de montagne, pression parasitaire forte sur l'élevage (perte de beaucoup de bœufs de trait)
Tchad Abéché (non visité)	200 – 600 mm/an pour la région	Céréales vivrières Elevage de ruminants Un peu de maraîchage	Erosion éolienne et hydrique, aléas pluviométriques, faibles ressources en eau de nappe

Malgré cet important gradient pluviométrique, plusieurs similitudes caractérisent ces régions :

- **la désertification** est soulignée dans toutes les situations mais à des degrés divers et correspond à une baisse de la fertilité des sols cultivés par érosion hydrique et éolienne, au surpâturage et à la dégradation des parcours, et aux feux de brousse au sud ;
- l'absence de gestion des effectifs de ruminant d'élevage et de la vaine pâture, et la divagation des petits ruminants en saison sèche, constituent de fortes contraintes aux activités de reboisement et de régénération des couverts arborés ;
- **l'objectif d'accroissement à court terme du revenu** est toujours présent car les chefs de famille doivent faire face aux besoins de santé, de scolarisation, de déplacement et aussi pour certains de sécurité alimentaire à certaines périodes de l'année ;
- Lorsque l'accès à l'eau est possible, une majorité de ruraux cherche à **développer les cultures irriguées** surtout le maraîchage car elles procurent des revenus surtout en saison sèche .

2 Enseignements tirés des expériences des CARITAS en agro-écologie et définition partagée du concept

2.1 Les pratiques agro-écologiques vulgarisées

Les entretiens avec les équipes CARITAS ont permis d'identifier un nombre important de pratiques agro-écologiques en cours de vulgarisation dont certaines sont anciennes (compost, agroforesterie...) mais d'autres sont plus récentes et font l'objet d'une diffusion plus restreintes (biopesticides...).

Les techniques **de production de composts et de fumiers améliorés** à partir de résidus de culture, d'ordures ménagères et de déjections animales sont vulgarisées dans toutes les situations. Ces fumures organiques (FO) sont plutôt orientées vers les petites surfaces de maraîchage car dans ce cas elles peuvent être utilisées à forte dose. Les producteurs reconnaissent la difficulté de produire de grosses quantités de FO qui seraient alors utilisées dans les grands champs, en particulier pour les céréales. Ils mentionnent le manque de matières premières et la lourde charge de travail qui incombe le plus souvent aux femmes et parfois aux jeunes pour transporter les résidus, la FO depuis ou vers les champs éloignés. De ce fait ils considèrent que l'engrais minéral reste indispensable pour les grands champs de céréales pluviales, et cela malgré son coût monétaire.

L'usage de bio-pesticides produits localement est aussi mentionné dans la majorité des situations. Il s'agit le plus souvent d'extrait de feuilles ou de graines de neem, de piment, d'ail et de tabac ... Les formulations sont nombreuses. Plus rarement les projets encouragent l'achat de bio-pesticides disponibles dans le commerce.

Le reboisement et l'agroforesterie sont surtout vulgarisés dans les 3 situations les plus pluvieuses (Mali, Togo, Bénin) car les chances de réussite y sont plus importantes que dans les situations plus arides. Les cultures en couloir combinant céréales/arachide, soja, niébé et arbres fertilisants (*Cassia siamea*) commencent à marquer le paysage dans les villages où CARITAS intervient depuis plusieurs années. La technique de RNA (Régénération Assistée des Arbres et arbustes) est encouragée dans la majorité des situations visitées.

Dans les zones non sableuses en voie de désertification, **les techniques** bien connues **de cordons pierreux, de zaï et de demi-lunes** sont aussi mentionnées comme des pratiques agro-écologiques d'importance. Là encore il s'agit de savoir comment les producteurs-trices peuvent accroître les surfaces aménagées surtout lorsqu'ils (elles) disposent de peu de moyens de transport efficaces pour les pierres. Il se pose toujours la question des aménagements végétalisés dans les zones sans pierre, comment les implanter en zone semi-aride et les protéger de la dent du bétail.

Dans 3 situations sur 6 il a été mentionné que **l'usage de variétés améliorées** pouvait être considéré comme une pratique agro-écologique si elles étaient plus résistantes à la sécheresse et/ou aux maladies et insectes nuisibles.

Les pratiques agro-écologiques sont surtout développées et appliquées sur les cultures maraichères (bio-pesticides, compost/fumier, agroforesterie avec le moringa, etc.). Globalement **l'élevage** est peu pris en compte par ces projets hormis localement l'utilisation des branches d'arbres fourragers (leucaena, cassia...) pour alimenter les petits ruminants et la volaille, la promotion du parage tournant des troupeaux pour fumer les champs et la mise en place de conventions de partenariat à l'échelle communale entre agriculteurs et éleveurs. Les pratiques agro-écologiques sont plutôt mobilisées pour (i) améliorer les performances des productions végétales sans avoir besoin de recourir aux intrants chimiques de façon systématique et (ii) reconstituer les sols cultivés et le couvert arboré surtout dans les champs ou en bordure. Ces connaissances et savoir-faire ne viennent pas encore renforcer la gestion plus globale des écosystèmes et le développement territorial local et régional.

2.2 Perceptions de l'agro-écologie par les équipes CARITAS

Une diversité de points de vue.

Pour les équipes de terrain les pratiques qualifiées d'agro-écologiques aujourd'hui correspondent pour la majorité d'entre elles à des pratiques déjà anciennes et vulgarisées parfois depuis plusieurs décennies, pour restaurer la fertilité des sols, limiter l'érosion hydrique et régénérer la strate arborée dans les champs et les parcours. « *Dans le passé on parlait d'agriculture durable, aujourd'hui nous utilisons plus souvent le terme d'agro-écologie car il est devenu courant* ». Pour la plupart des équipes, la **lutte contre la désertification**¹ garde de l'importance comme la **sécurité alimentaire**. La lutte contre la désertification reste évidemment d'actualité et ce terme leur paraît plus englobant car il ne concerne pas seulement les productions végétales mais aussi la préservation des ressources naturelles (les dernières forêts, les parcours, etc.) et la place de l'élevage dans les territoires.

Dans toutes ces situations, l'agro-écologie se construit en réponse aux impacts négatifs que les pratiques habituelles (dites conventionnelles ou productivistes) ont sur l'environnement, les ressources naturelles, la qualité de l'eau et la santé des ruraux et des consommateurs. Dans ce raisonnement il est surtout mis en avant les externalités dues à l'usage des intrants chimiques et dans une moindre mesure celles dues aux pratiques d'extension des zones cultivées et au déboisement. Cette perception est soutenue par :

- des constats empiriques : par exemple, l'usage répété des herbicides chimiques sur des grandes surfaces au Nord Togo et dans l'Atacora au Bénin a entraîné une quasi disparition de la macrofaune courante (par exemple les crapauds, les poissons dans les bas-fonds) ;
- l'utilisation massive des pesticides chimiques associée au développement rapide du maraîchage et de la pression parasitaire sur ces cultures ;
- les informations relayées par la presse nationale et internationale sur les dégâts occasionnés par l'agriculture productiviste des pays du Nord et émergents (crise de la vache folle, intoxication des populations riveraines des grandes exploitations de soja ou de banane en Amérique latine...).

Cette perception et cette conception de l'agro-écologie reposent **rarement sur un socle de connaissances partagées au sein des équipes**. Ainsi tous les intrants chimiques y compris les engrais minéraux sont traités de la même façon quel que soit leurs degrés de nocivité pour l'environnement. Cette position a pu être renforcée par le sentiment de défiance des équipes vis-à-vis de la filière coton, filière qui a toujours vulgarisé et facilité l'usage d'intrants plus ou moins dangereux (insecticides, herbicides...) ou coûteux (engrais). Cette filière a toutefois contribué au développement des territoires ruraux et de régions entières.

¹ Terme très utilisé au Nord Bénin et Nord Togo, car ces régions sont considérés par les gouvernements de ces pays en première ligne face à la désertification venue du Nord. Alors que ces régions sont bien mieux loties en ressources forestières que les pays sahéliens sensu stricto.

Globalement les connaissances sur **les matières actives des pesticides** les plus courants sont très limitées au sein des équipes faute de formation continue et d'informations. Le classement international et celui de la CEDEAO/CILSS des matières actives courantes en agriculture en termes de dangerosité pour l'homme et la faune, sont méconnus. Ces déficits de connaissances ne permettent pas aux équipes de fournir un argumentaire construit pour réduire l'usage de tel ou tel pesticide, surtout les plus dangereux. De même dans les discours il n'est pas fait de distinction entre les produits homologués (acceptés par la réglementation CEDEAO/CILSS) et les pesticides entrés illégalement dans les pays.

Plus étonnant **l'engrais minéral est aussi catalogué comme un « intrant chimique dangereux »** pour l'homme et les écosystèmes. Pourtant les molécules de nutriments (N, P, K) délivrées dans le sol par la solubilisation des engrais minéraux ne sont pas différentes de celles issues par la décomposition des fumures organiques (FO) dans le sol. Par ailleurs un apport de grandes quantités de FO dans une plaine de cultures pluviales ou près d'un bas fond va aussi contribuer à la pollution de la nappe d'eau par les nitrates. Pourtant, l'usage raisonné d'engrais minéraux (micro-dose, dose bien calculée), combiné si possible à un apport de FO, est un levier important pour restaurer la fertilité des sols. L'engrais permet rapidement d'accroître la production de paille des céréales, et si cette paille est bien recyclée en compost/fumier, un cercle vertueux de reconstruction de la fertilité² des sols se met en marche.

Toutefois dans la pratique, les équipes projet s'éloignent du discours très engagé contre l'usage de tous les intrants chimiques puisqu'elles aident les producteurs à acquérir l'engrais lorsqu'ils sont utilisateurs. Ainsi ces équipes conviennent que la substitution totale des intrants chimiques par des intrants organiques ne va pas de soi et qu'une combinaison d'engrais minéraux avec de la fumure organique est certainement la meilleure option tant pour les cultures pluviales que les cultures maraichères.

Prises de conscience et engagements dans la transition agro-écologique

L'histoire des équipes (ancienneté, expérience, continuité dans l'action) et leur environnement professionnel (isolement ou appartenance à un réseau d'ONG) expliquent en grande partie la disparité des niveaux de réflexion, du contenu des discours et des engagements des équipes CARITAS en matière de promotion de l'agro-écologie. Différentes postures ou positions vis-à-vis l'agro-écologie apparaissent :

- **une position très militante**, proche de certains courants de l'agro-écologie « un peu dogmatiques » rejetant tous les intrants chimiques et les semences sélectionnées issues du marché. Dans ce cas la recherche d'une autonomie des producteurs-trices et d'une moindre dépendance aux fournisseurs d'intrants et d'équipements est recherchée ;
- **une position pragmatique** « *Il y a des choses intéressantes dans l'agro-écologie mais il faut écouter les producteurs afin de savoir ce qu'ils peuvent réellement faire* ». « *Il ne faut pas oublier que les paysans produisent pour se nourrir mais aussi pour gagner l'argent* » ;
- **une position environnementaliste** : « *L'agro-écologie va nous aider à lutter contre la désertification et réduire les pollutions agricoles* » ; « *au vue de la dégradation de l'environnement les populations n'ont plus le choix, il faut qu'elles réagissent en reboisant et cultivant autrement* »
- **une position attentiste** « *L'agro-écologie c'est nouveau pour nous. On ne sait pas vraiment ce que cela change dans notre travail* ». « *C'est un mot à la mode, il faut mieux y adhérer pour bénéficier de l'attention des certains bailleurs de fonds qui mettent en avant ce concept* »

Ces positions concernent les individus et peuvent donc se combiner au sein d'une même équipe. Elles ne sont pas nécessairement exclusives mais méritent d'être débattues au sein des équipes et surtout avec les producteurs et productrices, lorsqu'il s'agit de concevoir et de mettre en œuvre les projets. Car ce sont eux et elles qui vont faire évoluer leurs exploitations agricoles et progressivement la gestion des territoires et, un jour peut-être, l'organisation des marchés.

² Evidemment pour atteindre cet objectif les pailles ne doivent pas être brûlées ou servir exclusivement d'aliments pour le bétail.

2.3 Synthèse des analyses AFFOM/SWOT³ sur l'agro-écologie et les principaux enjeux

Pour les praticiens du développement rural que sont les agents des CARITAS, l'agro-écologie évidemment n'est pas LA solution miracle qui va résoudre tous les problèmes rencontrés dans les campagnes. C'est plus une voie à suivre sachant que différentes contraintes et menaces limitent aujourd'hui l'adoption et la mise en pratique à grande échelle de nombreuses pratiques agro-écologiques, comme cela apparaît d'analyse AFOM/SOT (Tableau 2).

Tableau 2 : Analyse AFOM/SWOT de l'agro-écologie en agriculture familiale sahélienne

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • L'agro-écologie permet de produire durablement sur la même terre et de régénérer les écosystèmes en particulier les sols cultivés, les parcs agro-forestiers, les parcours naturels... • Contribution à l'approvisionnement en bois des familles rurales • La qualité des produits issue de l'agro-écologie est améliorée en terme nutritionnel et sanitaire « : produire sain pour manger sain » et de durée de conservation • Réduction des coûts de production avec la substitution d'intrants achetés par des intrants produits localement ou à la ferme. • Baisse des effets négatifs sur la santé des producteurs et productrices (maux de têtes, allergies) qui n'utilisent plus de pesticides chimiques • Revenus plus stables du fait de rendements équivalents mais plus durables • Amélioration de l'état nutritionnel des enfants et des autres personnes par la diversification de la production (moringa, légumes) 	<ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation du travail et en particulier de celui des femmes (transports des pailles puis du compost/fumier) du fait du peu d'équipements • Faible disponibilité en matériaux de base pour produire le compost/fumier et donc insuffisance de FO pour les cultures pluviales • Besoin de temps pour obtenir un rendement équivalent ou plus élevé qu'en conventionnel • Peu de supports didactiques (images, vidéos, manuels, fiches) adaptés à chaque situation • Non intégration de l'agro-écologie dans les politiques publiques qui donnent la préférence au modèle productiviste (parfois avec OGM, toujours avec intrants) et aux grandes exploitations • Techniciens agricoles pas ou peu formés aux pratiques agro-écologiques • Absence de marchés pour des produits de qualité
Risques	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits agriculteurs éleveurs pourraient prendre de l'ampleur (remise en question du droit de vaine pâture) • Marginalisation des paysans pauvres si l'agro-écologie demande plus de travail (= emploi de main d'œuvre) ou le cofinancement des équipements proposés par les projets • Marginalisation des femmes si l'agro-écologie amène les hommes sur des filières de rente (production Bio) • Dérèglement des filières des intrants ou non-respect des réglementations en cours (biopesticides non homologués et pouvant être dangereux) • Confrontation entre acteurs ayant des conceptions opposées de l'agriculture sans que ceux-ci cherchent des compromis satisfaisant le plus grand nombre (agro-écologie utopiste vs agriculture toujours plus artificialisée⁴) 	<ul style="list-style-type: none"> • Intérêts (récents) de certains consommateurs urbains pour des produits de qualité (surtout les fruits et légumes et dans les capitales) • Intérêt des ruraux et citadins pour développer des unités de transformation des produits locaux de qualité • Mise en place de formations continues ou initiale en agro-écologie (licence Pro à l'Université de Dakar, diverses ONG ...) • Existence de centres de formation privés traitant de l'agro-écologie • Mise en place de réseaux d'ONG sur l'agro-écologie dans les pays et au niveau international • Stratégie « agriculture durable » et promotion de l'agro-écologie par certains bailleurs de fond européens et la FAO

³ Analyse Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces en anglais Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats

⁴ D'autant plus que la majorité des bailleurs de fonds et PTF préconise l'approche « chaîne de valeur » visant à mieux insérer l'agriculture familiale dans l'économie de marché. Il ne faudrait pas non plus que l'adoption de l'agroécologie entraîne un rejet sans discernement des filières de rente (coton, sésame, arachide, élevages intensifs...). Ces filières peuvent aussi promouvoir des pratiques agro-écologiques.

Cette analyse montre bien **les difficultés de la transition agro-écologique** qui nécessitera dans toutes les situations du temps pour la formation et les démonstrations, et un investissement conséquent en travail et en matériel (transport, gardiennage puis élagage des arbres, irrigation) qui pourrait être limité par un investissement en petit matériels adaptés. De plus, l'adoption de certaines pratiques entraîne une prise de risque économique pour les producteurs. C'est le cas des bio-pesticides produits localement, mais dont l'efficacité est limitée en cas de forte pression parasitaire. De plus, cette prise de risque ne peut pas être compensée par une commercialisation sur des marchés spécifiques rémunérant la qualité des produits, car ceux-ci se limitent à des marchés de niche dans les capitales (marché bio ou labellisé).

Globalement, le référentiel technique de l'agro-écologie repose sur **très peu de travaux scientifiques** car la recherche ne s'est intéressée que récemment à certaines de ces pratiques (comme les bio-pesticides) ou aux mesures d'accompagnement de ce modèle de production (subvention, organisation, politique publique, financement des politiques).

La transition agro-écologique se heurte par ailleurs aux habitudes des producteurs et à l'organisation actuelle des filières et des politiques agricoles. D'une part pour sécuriser leur approvisionnement, ces filières ne souhaitent pas s'écarter du modèle conventionnel de production qui a peu évolué⁵ depuis 20 ans. D'autre part, les politiques agricoles se sont réorganisées après la crise alimentaire de 2008 pour favoriser la production de masse et faire face au déficit alimentaire (céréalière) chronique dans la plupart de ces pays. Pour cela elles ont mis l'accent sur une utilisation accrue des intrants de synthèse (en particulier les engrais chimiques) et des semences améliorées et, dans une moindre mesure, sur la motorisation⁶ de l'agriculture.

Il ressort de cette analyse que les perceptions de l'agro-écologie et les objectifs des équipes CARITAS correspondent bien aux premiers enjeux cités par le SCCF dans son document⁷ d'orientation stratégique pour une agro-écologie paysanne et dans les termes de référence de cette étude : « La promotion de l'agroécologie doit contribuer à accroître la sécurité alimentaire, à améliorer la qualité de l'alimentation tout en assurant un revenu satisfaisant aux familles paysannes et en préservant l'environnement ». Les équipes CARITAS de terrain privilégient l'entrée technico-économique de l'agro-écologie et celle de la préservation de l'environnement ainsi que le niveau de la production ou de l'exploitation agricole. Qu'en est-il des enjeux sociaux et des niveaux plus englobant de l'agro-écologie comme celui du territoire rural, des filières et de la région ?

2.4 Les dimensions sociales et territoriales de l'agro-écologie

Si ces dimensions ont été peu abordées, les équipes de terrain ont toutefois rappelé que l'agro-écologie devait amener **les populations rurales à se responsabiliser** en construisant elles-mêmes leur trajectoire de développement sans tout attendre de l'Etat et des projets. « Avec l'agro-écologie, les ruraux doivent devenir plus **autonomes** et chercher d'abord à faire avec ce qu'ils possèdent ». « L'agro-écologie peut permettre de rendre leur fierté aux producteurs et productrices, elle transforme la vision que l'on peut avoir du métier d'agriculteur, nous devons produire sainement et intelligemment » ;

Enfin, pour ces équipes, elle contribue au **maintien de l'agriculture paysanne** « l'agro-écologie porte et transmet des valeurs face à une marchandisation des ressources naturelles et une financiarisation de l'agriculture ».

⁵ En cultures pluviales l'évolution majeure est l'utilisation des herbicides sur des grandes surfaces de maïs, sorgho, coton afin de faciliter les travaux d'implantation et d'entretien des cultures.

⁶ Dans plusieurs pays des dons de tracteurs à des coopératives ou à des leaders locaux ont ponctué les campagnes électorales sans que l'utilisation des équipements fasse l'objet de formations pratiques.

⁷ Lire « Agroécologie et développement durable, 2016, SCCF, Paris, 48 p. » http://www.secoure-catholique.org/sites/scinternet/files/publications/sccf_agroeco2016_fr.pdf

Le renforcement de la cohésion sociale pouvant être apporté par les modèles d'agriculture basés sur l'agro-écologie, n'est pas évoqué spontanément par les représentants des CARITAS. Par souci d'efficacité certaines équipes recommandent de renforcer les dynamiques de développement des individus (« ceux qui veulent s'en sortir et progresser ») car elles ont noté la faible efficacité des méthodes d'intervention basées sur l'appui à des collectifs de producteurs et productrices. D'autres, au contraire, souhaitent mettre l'accent sur le besoin d'accompagner les communautés rurales pour une gestion de l'espace plus rigoureuse, par exemple en révisant le droit de vaine pâture ou en réalisant un zonage des territoires. Ainsi CARITAS Mali affiche une expérience en appui à la gestion de l'espace où agriculteurs et éleveurs sont considérés sur le même plan.

Lors de l'atelier de Ouagadougou, les liens entre agro-écologie et cohésion sociale ont été abordés dans deux domaines :

- la gestion de l'espace et des ressources naturelles associés (« les communs », les ressources utilisés collectivement) demande d'être abordée dans tous les projets agricoles afin de prévenir les conflits et les processus d'accaparement des ressources par certains et d'exclusion pour d'autres ;
- l'adoption et l'efficacité de plusieurs pratiques agro-écologiques nécessitent d'établir des règles de gestion de l'espace et des ressources naturelles : le développement de cultures fourragères pluriannuelles, le reboisement et la RNA sont efficaces si la vaine pâture est réglementée (zone de mise en défens, limitation du temps de pâturage, etc.).

D'autres domaines d'intervention pour le renforcement de la cohésion sociale pourraient être abordés et faire l'objet de travaux de capitalisation sur la base des expériences des CARITAS : les groupements d'utilisation du matériel en commun (les périmètres maraichers collectifs,...), les systèmes de prévoyance et d'aide entre les membres d'un groupement, l'entraide au travail, etc. Les questions de développement local, d'économie solidaire et de solidarité entre producteurs et consommateurs⁸, fortement présentes dans les mouvements de l'agro-écologie en Amérique Latine, ont été peu évoquées et sont peut-être à mûrir avant de les insérer dans les projets CARITAS.

2.5 Définition partagée de l'agro-écologie

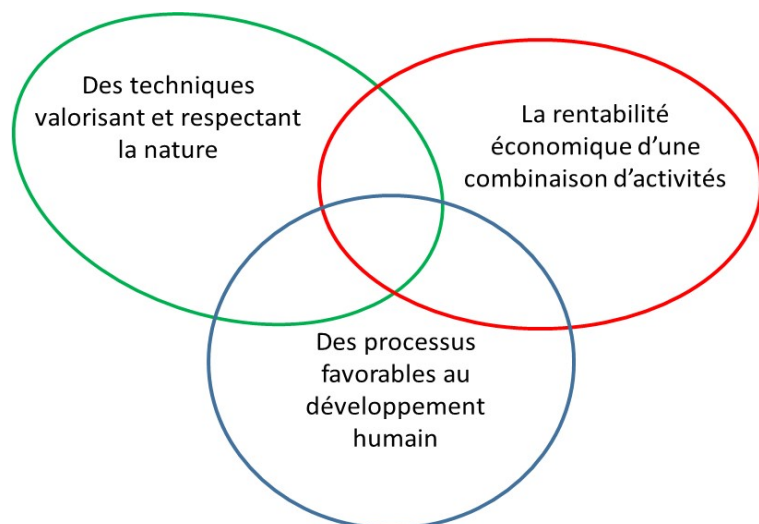
Pour certains théoriciens, l'agro-écologie est un modèle technique de production associé à un modèle de développement socio-économique des exploitations agricoles mais aussi des territoires et des régions. Dans un premier temps au Sahel, il faut probablement être plus modeste car ce concept est nouveau. D'une part la priorité des producteurs est d'abord d'améliorer à court terme le bien être de leur famille, d'autre part les Etats sont avant tout soucieux que l'agriculture puisse fournir des aliments en grande quantité et à un prix très raisonnable pour n'exclure personne de la sécurité alimentaire.

Les attentes des producteurs-trices, de la Société civile, des consommateurs et des décideurs des pays sahéliens s'expriment différemment de celles que l'on connaît dans les pays du Nord et émergents (Amérique latine) où l'agriculture productiviste est ancienne et a causé de graves problèmes environnementaux et de santé, ce qui n'est pas le cas en Afrique de l'ouest. Il est donc normal que chaque acteur en fonction de son contexte de vie et d'activité professionnelle ait une vision et donc une mise en pratique de l'agro-écologie différentes.

Cette étude a permis de forger une définition commune de l'agro-écologie, construite et partagée par les participants de l'atelier de Ouagadougou. Pour les représentants des CARITAS, l'agro-écologie correspond à des modèles d'agriculture familiale ou paysanne reposant sur 3 piliers :

⁸ Hors CARITAS, ces questions sont abordés par des projets de développement comme au Sénégal : en Haute Casamance avec la promotion des produits locaux de qualité (lait, légumes) et le développement de kiosques de vente de produits maraichers et vivriers dans les villes secondaires afin de favoriser la consommation des produits locaux et non pas ceux importés des Niayes et du reste du Sénégal ou de l'étranger

- **Un ensemble de pratiques** (agriculture, élevage, foresterie) reposant sur des **processus naturels** et visant l'amélioration de la production (en quantité et en qualité) tout en cherchant à éliminer l'usage des intrants chimiques et à préserver l'environnement et la santé de tous.
- **Une diversité d'activités complémentaires** procurant aux producteurs-trices des résultats économiques satisfaisant les besoins de leur famille tout en cherchant à accroître leur autonomie (recherche de connaissances, recours maîtrisé au crédit, réduction des achats d'intrants).
- **Le renforcement de la cohésion sociale** afin de (i) réduire les risques de conflit, (ii) limiter la marginalisation des plus vulnérables et de (iii) favoriser l'action collective (aménagement de l'espace, commercialisation, gestion concertée des ressources, accès aux intrants adaptés).



Ainsi l'agro-écologie dépasse le simple choix des techniques de production et s'articule avec le besoin de :

- Se préoccuper aussi du **développement humain**, du renforcement de la cohésion sociale, de l'amélioration du bien-être du plus grand nombre et de la protection de l'environnement local et global.
- **Renforcer et accroître l'autonomie des producteurs** par l'amélioration de leurs capacités de choix.
- **Elaborer un processus progressif, une transition⁹**, qui n'exclut pas l'usage

momentanée d'intrants chimiques (engrais minéraux, pesticides peu dangereux et homologués) quand aucune solution « naturelle » n'est disponible et quand cet usage est raisonné.

3 Identification des pistes d'action pour développer l'agro-écologie dans les projets des CARITAS

Le travail collectif mené lors de l'atelier de Ouagadougou a permis d'identifier 16 pistes d'action pour promouvoir l'agro-écologie, regroupées dans 4 domaines d'intervention complémentaires :

- Améliorer/adapter les méthodes d'intervention et d'accompagnement des producteurs-trices
- Promouvoir de nouvelles techniques de production basées sur les principes de l'agro-écologie
- Aider la commercialisation des productions non autoconsommées
- Concevoir et mettre en place des mesures d'accompagnement aux producteurs (subvention, crédit, sécurisation foncière, accès à l'eau d'irrigation).

Les éléments présentés ci-après de façon synthétique constituent les pistes d'action des futurs projets agricoles et ruraux que les CARITAS souhaitent mettre en œuvre dans le futur. Ils sont cohérents avec (i) leurs stratégies actuellement adoptées (ou en cours de l'élaboration) mettant la protection de l'environnement et de lutte contre la pauvreté au cœur de leurs interventions et (ii) l'encyclique *Laudato si* du pape François sur l'écologie humaine.

⁹ Nous préférons le terme de « transition » à celui de changement de modèle de production comme par exemple le processus de conversion à l'Agriculture certifiée Biologique (AB). Le terme de transition agro-écologique correspond plus au pragmatisme des équipes projet et des populations rurales qui savent qu'ils peuvent faire évoluer leurs systèmes de production sans rejeter certaines pratiques « conventionnelles » souvent considérées comme indispensables comme la fertilisation minérale.

3.1 Renforcer les compétences des équipes de terrain

Le besoin de **faire évoluer les méthodes d'intervention et les compétences techniques** des équipes CARITAS a été souligné et en particulier le besoin de renforcer les compétences en suivi-évaluation et en mesure des effets¹⁰ des pratiques et dispositifs organisationnels vulgarisés. Pour cela les participants à l'atelier soulignent le besoin de s'ouvrir à d'autres acteurs du développement et de la recherche particulièrement compétent en agro-écologie (des ONG, des Réseaux...). Ce renforcement de compétence concerne aussi les capacités de conception, d'expérimentation et de diffusion des agents de terrain. Tout cela ne peut pas se faire sans élaborer au niveau national des plans **de formation continue** dans lesquels une composante « agro-écologie » pourrait être insérée.

Il s'agira, à travers le projet régional en cours de construction de développer un programme de formation continue, d'échanges et d'information permettant aux animateurs et chefs de projet d'acquérir de nouvelles connaissances dans les domaines techniques (bio-pesticides, microdosage de l'engrais, etc.) mais aussi méthodologiques (techniques d'animation et de formation, cohérence entre la formation des producteurs et l'appui à l'investissement, action collective). Ce renforcement de capacité devrait aussi permettre aux équipes qui le souhaitent de développer leurs propres expérimentations afin de construire un référentiel technique adapté à leurs situations d'intervention.

3.2 Revoir les méthodes d'intervention

La mobilisation du concept d'agro-écologie peut entraîner des tensions entre les porteurs d'une approche pragmatique et ceux qui souhaitent imposer des choix en rupture avec les modèles de production actuels optant parfois pour des positions dogmatiques (par exemple l'interdiction de tous les achats d'intrants). C'est pour éviter ces éventuelles tensions que nous avons proposé de parler d'un processus progressif d'amélioration des systèmes de production – la transition agro-écologique – comprenant aussi une évolution des modalités de gestion des ressources naturelles et des territoires. Il nous semble plus important de mettre l'accent sur la progression technique et organisationnelle (sociale) des sociétés rurales vers plus d'agro-écologie que d'insister sur la définition de normes techniques précises.

Dans ce contexte, il a été aussi souligné le besoin de **renforcer la proximité entre les techniciens/animateurs des projets et les bénéficiaires** en limitant la dispersion des interventions et en accordant plus de temps aux individus et aux collectifs (suivi rapproché, appui matériel en fonction des besoins...).

Les équipes de terrain soulignent aussi **le besoin d'avoir le temps d'expérimenter** (ce qu'elles font très rarement) pour établir un référentiel technique adapté à leurs situations et aussi pour former et accompagner les bénéficiaires. Cela implique nécessairement un engagement des partenaires techniques et financiers dans la durée.

Il convient bien sûr de **poursuivre l'effort de formation des producteurs et des productrices** (les jeunes en particulier) d'autant qu'il y a une demande réelle de nouvelles formations « *Il faut éviter de répéter toujours la même chose, il faut approfondir les domaines de connaissances des agriculteurs* ».

Les difficultés méthodologiques pour **insérer des jeunes dans les dynamiques de développement agricole** sont importantes tant ces jeunes se détournent de plus en plus du métier d'agriculteur lorsqu'ils ont la possibilité de travailler en ville. L'agro-écologie est-elle attractive pour ces jeunes ? A priori non si on considère que ce type d'agriculture repose sur une forte mobilisation du travail manuel.

¹⁰ Au-delà du simple reporting il s'agit de mesurer les effets et les impacts des actions entreprises tant du point de vue technique (rendement, temps de travail, qualité des produits, pollution...) qu'économique (coût de production intégrant le travail, revenu ou marge dégagé...) et social (réduction des conflits...)

Mais cela peut être différent si l'agro-écologie mobilise de nouveaux équipements et démarches : information/animation via les réseaux sociaux et la téléphonie mobile, petite mécanisation motorisée, sensibilisation au fonctionnement complexe des écosystèmes, implication des jeunes dans la commercialisation des produits de qualité en ville, etc.

La mise en place d'un Réseau régional « Agro-écologie Sahel » pour les CARITAS des pays ciblés sera l'instrument majeur pour renforcer les compétences des équipes de terrain et des responsables tant dans les domaines techniques que méthodologiques (encadré 1)

Encadré 1 : Pour un réseau CARITAS « Agro-écologie Sahel »

Les CARITAS diocésaines visitées semblent travailler de façon relativement isolées. Elles n'ont pas vraiment l'habitude de partager leurs expériences et de s'ouvrir à d'autres acteurs hormis aux services techniques publics. Mais l'ensemble des acteurs consultés lors des visites terrains et de l'atelier de mai 2017 exprime une demande forte d'échanges. La mise en place d'un Réseau répond pleinement à cette demande et conduira les CARITAS à apprendre à échanger et à travailler ensemble au niveau national comme régional.

Ces acteurs attendent un enrichissement tant sur le plan professionnel que personnel. Le futur projet et notamment le travail en Réseau est sûrement un moyen d'offrir de nouvelles opportunités de travailler autrement, de relever de nouveaux défis et de valoriser le travail mené depuis de nombreuses années. Ce sursaut de motivation rejaillira logiquement sur les projets de développement et donc sur les bénéficiaires.

Nous recommandons de construire un Réseau agro-écologie spécifique aux CARITAS de la zone sahéenne. Ce réseau ne manquera ni d'acteurs participants, ni de projets compte tenu du maillage dense des CARITAS sur le territoire en zone sahéenne et du nombre de bénéficiaires qu'elles ciblent.

“L'entre soi” du moins dans la première phase du futur projet, permettra de construire un groupe solide de participants, s'appuyant sur des valeurs communes et une définition de l'agro-écologie partagée et portée par les représentants de CARITAS (cf. supra). Cette première étape « entre soi », en consolidant les compétences des CARITAS et les rassurant sur leurs possibles contributions à la promotion de l'agro-écologie, leur donnera la confiance nécessaire au portage d'un effort de promotion dynamique des pratiques agro-écologiques et des bénéfices qu'elles apportent.

Ce Réseau aurait pour missions/activités :

- Renforcer les compétences des équipes en matière d'agro-écologie (information et formation continues, visites d'échanges)
- Développer des programmes d'agro-écologie plus efficaces et innovants
- S'entraider et renforcer la cohésion entre les acteurs des Caritas au Sahel
- Faciliter la capitalisation des membres du Réseau afin de valoriser le travail accompli par les Caritas et les impacts pour les bénéficiaires
- Promouvoir le développement de l'agro-écologie dans les pays du Sud (participer aux plaidoyers et aux cadres de concertation sur l'agriculture et le développement rural)

3.3 Développer des techniques innovantes en agro-écologie

Les innovations agro-écologiques promues par les équipes CARITAS sont nombreuses (cf supra) mais concerne essentiellement les techniques de production et rarement la commercialisation ou de l'organisation/gestion des exploitations, groupements et territoires.

Malgré ces acquis les équipes doivent renforcer leurs capacités pour concevoir ou adapter les innovations techniques aux situations sociales, économiques et écologiques pour lesquelles elles interviennent.

Il convient d'abord de maintenir et renforcer les actions qui ont déjà fait leurs preuves comme l'agroforesterie, la lutte contre l'érosion (CES/DRS) et la transition agro-écologique du maraîchage. Il s'agira à la fois de diversifier et d'améliorer l'offre technique, et de définir et développer des mesures d'accompagnement favorisant le changement d'échelle. « *Comment travailler avec 5 ou 10 fois plus de producteurs-trices quand des innovations ont fait leurs preuves avec quelques-uns* » « *Comment arriver à des effets de masse*¹¹ afin que le métier d'agriculteur puisse véritablement évoluer »

A cela pourrait s'ajouter 4 dossiers techniques pour lesquels un effort de recherche-développement et ensuite de formation/vulgarisation pourrait être organisé dans les futurs projets :

- le **renforcement des complémentarités agriculture élevage** à la fois au sein des territoires (développer des synergies entre agriculteurs et éleveurs) et au sein des exploitations de polyculture élevage ;
- la **production de semences adaptées** aux évolutions des conditions de production (changement climatique, apparition de maladies et ravageurs, salinisation des sols, etc.) est considérée comme un levier d'action intéressant avec différentes modalités : semence paysanne visant une plus grande autonomie des producteurs, filières semencières organisées/contrôlées par l'Etat. L'attente porte surtout sur la qualité de ces semences¹².
- **La production à la ferme et/ou la mise en place de filières locales de bio-intrants** (dont les biopesticides) **et le bon usage** de ces intrants, sont des questions qui pourraient rapidement être abordées par le futur réseau sur la base des acquis déjà disponibles ;
- Mais l'usage des bio-intrants n'est pas le seul levier d'action de l'agro-écologie et il faut considérer **les autres méthodes de régulation des déprédateurs** des cultures et de gestion de la fertilité des sols : les rotations (avec de courts temps de jachère), les associations de cultures (dont l'agroforesterie)... La transition agro-écologique ne peut pas se limiter à la substitution des intrants chimiques par des intrants organiques.
- Enfin le **développement des énergies renouvelables** ouvre de nouvelles perspectives pour valoriser l'eau d'irrigation avec le pompage par électricité solaire. Le recours au biogaz peut constituer une alternative à la coupe de bois, et donc favoriser la régénération de la strate arborée indispensable à la régénération des écosystèmes.

Enfin l'appui **à l'élevage** ne peut pas être écarté d'une démarche systémique qu'est l'agro-écologie. Bien que les projets CARITAS actuels abordent peu les productions animales, les équipes rencontrées souhaiteraient les voir s'insérer **dans une démarche agro-écologique** pour diverses raisons :

- (i) Une plus longue stabulation du bétail permet de produire plus de fumier mais en retour il faut trouver et stocker des aliments fourragers en quantité ;
- (ii) L'élevage (de toutes catégories) permet de sécuriser le fonctionnement de la famille et de faire face aux besoins urgents d'argent ;
- (iii) un « encadrement » des troupeaux permet de réduire les dégâts occasionnés aux jeunes plantations (anacardier, manguier, cassia...) et favorise la régénération assistée des arbres.

¹¹ Ces effets de masse pouvant créer des microclimats favorables à la production (cas de l'agroforesterie sur plusieurs hectares), réduire la pullulation de certains parasites ou encore amener à la création de filières de commercialisation plus équitables.

¹² Mais attention au Sahel s'il peut exister de bonnes variétés, il n'y aura pas de semence « miracle ». L'alimentation en nutriments et en eau des cultures sont les deux facteurs clés de la réussite, loin devant le progrès génétique.

3.4 Aider à la commercialisation des produits issus de l'agro-écologie

L'appui à la commercialisation nécessite d'améliorer l'entretien des pistes et des infrastructures collectives (magasins, unités de séchage) et cela peut s'insérer dans une démarche de développement local et d'appui à la décentralisation (les CARITAS agissent dans ce sens pour l'installation et l'entretien des infrastructures de santé humaine et d'eau potable). Faut-il mobiliser le travail des groupements de producteurs-trices appuyés par les CARITAS et/ou inciter à une plus grande mobilisation des collectivités locales, les communes rurales en particulier ? C'est toute la question du croisement entre une logique de développement local et de développement économique par l'agriculture et l'élevage qui est posée ici.

Plus directement connecté à la transition agro-écologique, les participants de l'atelier ont relevé l'intérêt de mieux valoriser les produits alimentaires issus de pratiques agro-écologiques. Ils soulignent le besoin (i) d'informer les commerçants et les consommateurs sur la qualité de ces produits (moins de pesticide, durée conservation allongée, meilleur goût) et (ii) de faciliter la création de points de vente ad hoc. Ils se positionnent plus dans une logique de collaboration avec les circuits traditionnels de commercialisation que dans la création de filières de qualité (agriculture bio, produits de terroir, etc.) qui concerneraient surtout des consommateurs aisés des grandes villes et non accessibles au plus grand nombre.

3.5 Mettre en place les mesures d'accompagnement de la transition agro-écologique

Faciliter l'**accès aux facteurs de production** est présenté comme la condition la plus importante de réussite de cette transition. Il s'agit selon les cas d'aider les producteurs à disposer de matériels de transport (charrette surtout) et d'équipements d'irrigation ou pour la stockage et la transformation. Malgré la promotion de la fabrication de bio-pesticides à la ferme, nos interlocuteurs soulignent l'intérêt de développer une filière locale pour ce type d'intrants (à quel prix, avec quelle garantie de qualité ?). Enfin, l'accès à l'eau est primordial dans beaucoup de région où la demande d'appui en maraîchage est de plus en plus importante.

Pour répondre à ces attentes **diverses mesures d'accompagnement classiques** sont évoquées mais demandent un engagement important des Etats et/ou des bailleurs de fonds :

- subventionner des équipements et développer un conseil pour leur utilisation optimale par les individus ou les groupements de type CUMA¹³ ou encore des prestataires privés.
- subventionner massivement les équipements de gestion de l'eau de surface (collecte, stockage) et d'accès à l'eau souterraine.

Moins coûteuses mais plus complexes à mettre en place, deux mesures d'accompagnement méritent d'être soulignées :

- des mécanismes de **sécurisation foncière** des zones agricoles et pastorales aménagées (maraîchères, rizicoles, ou simplement pour les cultures pluviales et les parcours améliorés) pour demeurent nécessaires pour inciter les producteurs locataires, les bailleurs de fonds, les Etats à investir des capitaux et du temps dans ces aménagements ;
- plus original, les **contrats de transition vers l'agro-écologie** passés entre les projets/les services publics et les producteurs-trices pourraient être expérimentés. Il s'agirait dans une phase de transition d'aider les agriculteurs à acquérir des intrants homologués et peu polluants (dont l'engrais minéral s'il est bien utilisé). En contrepartie ceux-ci s'engageraient à investir plus de temps ou de moyens dans des pratiques d'agro-écologie sur une plus grande échelle (compost/fumier, RNA, parc arboré ou cultures en couloir, aménagements antiérosifs, sarclage mécanique au lieu d'utiliser des herbicides nocifs, etc.).

¹³ Coopérative d'Utilisation de Matériels Agricoles voir entre autres <https://www.avsf.org/fr/posts/1950/full/les-experiences-innovantes-d-avsf-des-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-au-mali> et <http://www.cuma.fr/france/content/actions-de-cooperation-internationale-en-afrique>

Ces mesures d'accompagnement à concevoir, à expérimenter et à évaluer doivent être en cohérence avec les politiques publiques (en termes de préservation de l'environnement, par exemple). Mais certaines politiques peuvent être bien éloignées des préoccupations des producteurs-trices ciblés par les projets CARITAS quand elles promeuvent l'entrepreneuriat agricole et l'agrobusiness. C'est tout l'enjeu des actions de plaidoyer (encadré 2) que les CARITAS pourraient développer afin de d'amener les politiques publiques à prendre en compte les besoins des agricultures familiales en terme de sécurité foncière, d'appui à la production et à la commercialisation et de protection des consommateurs.

Encadré 2 : La contribution des CARITAS aux actions de plaidoyer pour l'agro-écologie et l'agriculture familiale

Plusieurs sujets de plaidoyer ont été évoqués et partagés lors de l'atelier de mai 2017 :

- **la protection des semences paysannes.** Face au risque de voir les producteurs être obligés de plus en plus d'acheter des semences aux firmes agréées par les Etats (OGM¹⁴ entre autres), les participants dans leur majorité considèrent qu'il est important de se mobiliser sur ce sujet. L'érosion puis la disparition des semences paysannes seraient selon eux une catastrophe pour l'agriculture familiale et la sécurité alimentaire des plus pauvres.

- **la sécurisation des terres des paysans.** Le sujet de l'accès à la terre des paysans n'est pas, actuellement, un souci majeur en zone sahélienne sauf cas particulier (zones facilement irrigables des vallées fluviales, zones périurbaines soumises à la spéculation foncière). En revanche pour anticiper une forte pression des investisseurs étrangers, ils considèrent qu'il faut impérativement sécuriser les terres via l'accès à des titres de propriétés notamment pour les plus vulnérables et la promotion des baux locatifs.

- **le marché de pesticides non homologués.** Les participants font unanimement le constat que des pesticides non homologués sont de plus en plus présents dans les marchés. Ils considèrent important de lutter contre ce trafic.

Maintenant ou plus tard ?

Les participants considèrent que certains sujets nécessitent d'être traités urgemment du fait de la pression des lobbys. C'est le cas par exemple de la question des semences paysannes menacés par la pression continue des industriels des OGM ou des pesticides non homologués.

Quelles capacités actuelles des CARITAS pour engager des actions de plaidoyer ?

Tous les participants reconnaissent que leurs capacités sont limitées du fait d'un manque d'expériences que ce soit au niveau local comme national. Ils souhaitent donc être formés et accompagnés dans leur volonté d'être plus proactif dans le domaine du plaidoyer. Par ailleurs les participants de l'atelier de Ouagadougou proposent pour palier à leur manque d'expériences de rejoindre des mobilisations existantes en attendant de pouvoir porter de façon autonome des plaidoyers. Cette volonté renforce le fait que ces participants sont en recherche d'ouverture et d'échanges que ce soit en interne (Réseau Agro-écologie Sahel CARITAS) ou en externe (collaboration avec d'autres acteurs). Pour autant, nous pensons qu'il est important de commencer par construire ce Réseau solide avant de se lancer dans des campagnes de plaidoyer, qui pourraient être programmées en année 2 ou en année 3 du projet régional.

¹⁴ Ce point est en lien étroit avec le concept d'agro-écologie et surtout la recherche d'une certaine autonomie des producteurs-trices vis-à-vis des agro-fournisseurs. Il existe là aussi plusieurs courants, certains acteurs de l'agro-écologie souhaitent que l'on renonce une bonne fois pour toute à tout organisme OGM, D'autres considèrent que certains OGM s'ils ne portent pas atteinte à l'environnement et au libre choix des producteurs, seraient utiles s'ils permettent d'améliorer les performances des cultures en situations difficiles (résistance à la sécheresse, tolérance à la salinité du sol, etc.). Ce point est en lien étroit avec le concept d'agro-écologie et surtout la recherche d'une certaine autonomie des producteurs-trices vis-à-vis des agro-fournisseurs

4 Un projet régional de promotion de l'agro-écologie au Sahel en construction

4.1 Objectifs et activités

A partir de l'identification des pistes d'action pour la promotion de l'agro-écologie pour les agricultures familiales au Sahel, les 8 CARITAS nationales, certaines CARITAS diocésaines et le SCCF ont commencé à concevoir un projet régional d'appui à la transition agro-écologique. Cette synthèse présente les grandes lignes du projet dont les modalités de financement, de partenariat et de gouvernance sont encore en cours d'élaboration.

Ce projet vise à renforcer les capacités des équipes CARITAS (nationales et diocésaines) et des populations rurales visées afin de permettre la transition vers l'agro-écologie, et plus spécifiquement (a) d'assurer le droit à l'alimentation et à un revenu décent notamment pour les populations rurales les plus pauvres, dans un environnement sain et préservé ; (b) de construire un « réseau agro-écologie » pour l'échange de pratiques, de méthodes et de réflexions stratégiques ; (c) de participer au plaidoyer des Organisations de la Société Civile (OSC) en faveur de l'agro-écologie et de l'agriculture familiale.

Les résultats attendus sont : (1) le réseau agro-écologie, centré sur les 8 CARITAS ciblées, permet la formation et le renforcement des capacités des équipes de terrain, les échanges entre ses membres ; (2) les bénéficiaires, dont les plus vulnérables, ont expérimenté et adopté des pratiques agro-écologiques qui contribuent à l'amélioration de leurs conditions de vie dans un environnement préservé ; (3) des modes d'organisation liés aux pratiques agro-écologiques ont contribué à renforcer la cohésion sociale des communautés concernées.

A chacun de ces résultats correspond un groupe d'activités : 1/ la création d'un « réseau agroécologie CARITAS » permettra de développer des activités de gestion des connaissances (capitalisation, information...), de formation et des échanges entre paysans, équipes, projets, pays... afin d'aider les membres dans leur transition agro-écologique. 2 /La composante « recherche-action » permettra aux équipes locales et aux bénéficiaires d'expérimenter avec des dispositifs scientifiques et participatifs des innovations (agricoles, sociales, pédagogiques...) et de produire et diffuser des références via le réseau, en lien avec les ONG, centres de recherches, et autres acteurs experts en agro-écologie. 3/La composante « Plaidoyer et communication » sera directement alimentée par les activités du réseau. Les actions de plaidoyer, en lien avec d'autres OSC et ONG, porteront sur des questions précises (semences, foncier...). La communication sera d'abord développée à destination des CARITAS locales et leurs partenaires internationaux, et du grand public.

4.2 Pays et publics cibles

Les pays concernés par le projet sont les 6 pays de la bande sahélienne (Mauritanie, Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad), ainsi que le nord du Bénin et du Togo, où l'approche agro-écologique est déjà expérimentée par certaines CARITAS diocésaines, soit un total de 8 pays. De ce fait les 8 CARITAS nationales sont parties prenantes du projet, à la fois comme bénéficiaires mais aussi en tant qu'acteurs dans la mesure où le réseau vit des apports de tous ses membres.

Les bénéficiaires directs du projet seront d'une part les personnels des CARITAS nationales et locales du secteur agricole/rural puisque le projet a pour objectif de renforcer leurs capacités, mais aussi bien sûr les producteurs-trices accompagnés et conseillés dans le cadre de la mise en œuvre des pratiques agro-écologiques innovantes. Les bénéficiaires indirects seront les communautés rurales (qui bénéficieront d'un environnement plus sain et durable et d'une amélioration de leur alimentation et de la cohésion sociale), les consommateurs des villes et des bourgs ruraux auxquels seront proposés des produits alimentaires de meilleure qualité, ainsi que les OSC qui défendent l'agro-écologie et le réseau mondial CARITAS, qui bénéficieront de la contribution technique et médiatique du réseau au plaidoyer pour l'agro-écologie.

Conclusion

La définition de l'agro-écologie retenue par les CARITAS de la zone Sahélienne est ambitieuse au sens où elle dépasse largement le seul champ des techniques agronomiques. En effet, les CARITAS insistent sur les « valeurs sociales » et la composante humaine de la transformation des agricultures et au-delà des territoires et des rapports entre villes et campagnes, producteurs et consommateurs...

Pour les CARITAS l'agro-écologie s'articule nécessairement avec le besoin de :

- **Se préoccuper aussi du développement humain**, du renforcement de la cohésion sociale, de l'amélioration du bien-être du plus grand nombre et de la protection de l'environnement local et global.
- **Renforcer et accroître l'autonomie des producteurs** par l'amélioration de leurs capacités de choix (ne pas se limiter à la substitution d'intrants chimiques par des bio-intrants achetés aux entreprises commerciales) et ce, dans tous les secteurs de leur activité.

D'une certaine façon avec cette approche, les CARITAS « réconcilient » des approches souvent dissociées de l'agro-écologie qui vont parfois jusqu'à opposer les promoteurs d'une vision techniciste (limitant l'ambition de cette transition à l'adoption de quelques mesures pratiques) et les défenseurs d'une vision « politique » qui voient dans l'agro-écologie un levier d'émancipation des populations rurales les plus démunies. C'est en cela aussi, que le projet porté par le SCCF et les CARITAS Sahéliennes se différencie des autres initiatives existantes.

C'est bien en combinant ses trois composantes structurantes – un Réseau favorisant le développement des compétences des techniciens ; des initiatives de promotion d'approches innovantes en matière d'agro-écologie (la recherche-action pour l'innovation) ; la structuration d'actions de plaidoyer – que le projet régional de promotion de l'agro-écologie pourra tenir ses promesses. Cette approche systémique de la transition agro-écologique sera renforcée par l'engagement du Réseau de développer des savoir-faire dans trois domaines très complémentaires : les techniques de production agro-écologiques ; l'accompagnement des organisations paysannes pour qu'elles saisissent tous les bénéfices possibles de cette mutation technique ; les stratégies et techniques d'appui aux projets de terrain pour en optimiser l'efficacité.